



Huitième Forum pour le développement de l'Afrique (ADF VIII)
*« Gestion et mobilisation des ressources naturelles
au service du développement de l'Afrique »*

Addis-Abeba (Éthiopie)
23-25 octobre 2012

Distr. générale

ECA/ADF/8/5
19 octobre 2012

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Ressources forestières
Document de travail n° 4



Union africaine



Banque africaine de développement



Commission économique pour l'Afrique

I. INTRODUCTION

1. L'Afrique est riche en forêts naturelles ou plantées diverses, qui couvrent 23 % de la superficie du continent. Ces forêts fournissent une grande variété de produits et de services qui sont source de possibilités de développement et de moyens de subsistance pour des millions de personnes qui vivent dans la forêt ou à proximité.

2. Les forêts jouent un rôle important dans l'économie de la région aux niveaux national et locale, y contribuant en moyenne à raison de 6 % du produit intérieur brut (Barrow *et al.*, 2009), mais ce chiffre ne comprend pas le bois de chauffage, qui représente environ 90 % de l'énergie utilisée par les ménages, les usages qui sont faits de la forêt à des fins de subsistance ou la production forestière informelle ou illicite. L'importance des ressources forestières est encore illustrée par la valeur du bois extrait (bois de chauffage et bois rond industriel), passée de 2,6 milliards de dollars des États-Unis en 1990 à environ 2,9 milliards de dollars en 2005; dans certains pays clefs du secteur forestier, comme la République centrafricaine et le Cameroun, la vente de bois d'œuvre représente 50 % et 25 % des recettes d'exportation, respectivement.

3. Bien que difficiles à enregistrer dans les comptes nationaux, les produits forestiers non ligneux apportent une grande contribution à l'économie et constituent une source importante de revenu et de sécurité alimentaire pour beaucoup de gens. Ainsi, en 2000, la production de karité en Afrique a été estimée à 650 000 tonnes, dont presque le quart a été exporté, rapportant 13 millions de dollars des États-Unis (Teklehaimanot, 2004). Le beurre de karité, extrait des noix du *Vitellaria paradoxa*, est utilisé en confiserie, en pharmacie et en cosmétique. L'écorce de l'amandier *Prunus africana*, d'où l'on extrait une substance servant à traiter l'hypertrophie prostatique bénigne, est exportée en Europe et représente quelque 220 millions de dollars (Cunningham *et al.* 2002). Enfin, l'Afrique est le premier producteur mondial de gommes et de résines de grande valeur (gomme arabique extraite de l'*Acacia senegal* et de l'*Acacia seyal*, encens extrait des différentes espèces du genre *Boswellia* et myrrhe extraite des espèces appartenant au genre *Commiphora*). Toutefois, ces produits de grande valeur sont exportés sous forme de matières premières et ne rapportent que très peu aux producteurs africains.

4. Les forêts fournissent une grande variété de services afférents aux écosystèmes qui appuient le développement et la viabilité d'autres secteurs, notamment l'agriculture, l'approvisionnement en eau potable et la production d'énergie, et jouent un grand rôle dans la dynamique du changement climatique mondial. Les forêts africaines représentent environ 21 % du total mondial des stocks de carbone dans la biomasse forestière et peuvent piéger jusqu'à 680 kg de carbone par hectare et par an, constituant un bouclier précieux contre le changement climatique (Katerere *et al.*, 2009). Elles peuvent aussi contribuer à une croissance verte inclusive et équitable par leurs multiples fonctions.

5. Ces dix dernières années, les forêts ont retrouvé une place de premier plan dans les affaires internationales du fait de la prise de conscience croissante des problèmes environnementaux et des changements climatiques. À cet égard, de nouvelles possibilités de générer du revenu et de réduire la pauvreté se sont présentées avec les plans de réduction des émissions causées par la déforestation et la dégradation des forêts (REDD) et de préservation et de gestion durable des forêts, ainsi que de renforcement des stocks de carbone forestiers (REDD+). Il existe toutefois des obstacles à la réalisation de cette transition potentielle vers une économie verte, sur lesquels le Forum sera l'occasion de se pencher.

6. Malgré l'importance des forêts dans le développement socioéconomique de l'Afrique et le développement durable, le rythme auquel la forêt recule du fait de la déforestation croissante, de la dégradation des terres et des mauvaises pratiques de gestion forestière est une source de grave préoccupation. De 2000 à 2010, l'Afrique a perdu chaque année environ 3,4 millions d'hectares de forêts, ce qui la classe deuxième au monde pour ce qui est du recul des forêts. Les facteurs de déforestation sont essentiellement l'abattage illicite, l'expansion de l'agriculture, l'extraction du bois de chauffage, les établissements humains et les feux de brousse, etc. Des contraintes politiques, juridiques, institutionnelles, techniques et économiques ont aussi entravé une application plus large des principes de gestion durable des forêts dans la région. Il faut donc que des mesures soient prises d'urgence pour assurer la gestion et la mise en valeur durables des ressources forestières.

Quel est le meilleur moyen pour les gouvernements africains d'endiguer les menaces à leurs ressources forestières et faire en sorte que les forêts et les activités du secteur forestier assurent une croissance économique socialement équitable et le développement durable de la région tout en garantissant l'intégrité de l'environnement?

7. Le présent document de travail complète la note conceptuelle en éclairant les problèmes rencontrés en matière de développement du secteur forestier et soulève certaines questions fondamentales pour aider à axer les discussions qui seront menées dans le cadre d'ADF VIII sur les options permettant aux pays africains de réaliser une transformation socioéconomique rapide grâce à leur base de ressources forestières et aux activités forestières.

II. OBJECTIF

8. Le présent document de travail a pour objectif général d'apporter une contribution à la discussion de fond sur la mise en valeur du secteur forestier, de définir les grands enjeux stratégiques et les points plus spécifiques y afférents et de poser les questions fondamentales susceptibles de guider les travaux du Forum de manière à parvenir à des recommandations pratiques visant à optimiser la contribution du secteur des forêts à la transformation socioéconomique et au développement durable de l'Afrique.

Questions stratégiques clefs

A. Maximiser les avantages de l'exploitation forestière

9. Le patrimoine forestier africain pourrait contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté au bénéfice des communautés rurales et des populations qui dépendent de la forêt, mais il n'est pas actuellement exploité de manière à maximiser sa pleine valeur aux fins du développement. La plupart des forêts ne sont pas régies par un plan de gestion; le bois est extrait de manière aléatoire à l'aide d'outils rudimentaires ou de machines de faible technicité qui génèrent beaucoup de déchets et appauvrissent les ressources avec le temps. Des mesures sont donc nécessaires pour inverser cette tendance et assurer une exploitation durable des forêts.

De quelle manière le continent peut-il maximiser la valeur pour le développement de l'exploitation de ses ressources forestières? Quels sont les risques de voir les gains à court terme obtenus de l'exploitation forestière compromettre la gestion forestière durable à long terme?

10. Historiquement, les forêts africaines, surtout celles d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, ont été une source importante de bois précieux, à destination des marchés d'Europe et des États-Unis d'Amérique. Toutefois, les pays concernés ont imposé des restrictions à l'exportation de

grumes afin de stimuler la création de valeur ajoutée et la transformation des grumes dans la région; selon l'OIBT, la proportion des grumes transformées est passée de 81 % en 2009 à 84 % en 2011. En 2010, seulement 16 % des grumes produites étaient exportées telles quelles. L'ajout de valeur dans la région est principalement le fait de la production de grumes semi-transformées et il convient d'étendre la chaîne de valeur des plantations et des forêts naturelles en amont aux produits manufacturés secondaires et tertiaires en aval, et de tirer un profit maximal de la demande mondiale croissante de produits forestiers.

Comment les pays africains peuvent-ils le mieux se positionner pour tirer les meilleurs profits économiques du commerce local, régional et international des produits forestiers? Que devraient-ils faire individuellement ou collectivement pour révolutionner en leur faveur la chaîne de la valeur ajoutée et les liens avec les marchés?

B. Rentabiliser les gains réalisés grâce à une meilleure gestion des forêts et renforcer les institutions pour stimuler le développement de la foresterie en vue de la transformation

11. La mauvaise gestion des forêts, la corruption et l'abattage illégal qui sévissent dans de nombreux pays africains ont été de grands obstacles à la pleine mise en valeur des forêts. Les recettes qu'il serait possible de tirer des forêts sont perdues faute d'être collectées et de disposer de mécanismes redditionnels appropriés, ainsi qu'à cause de la corruption dans les administrations forestières publiques, qui fonctionnent actuellement avec des capacités bien inférieures à la masse critique.

12. Néanmoins, des progrès ont été réalisés en matière de bonne gouvernance; plusieurs pays ont mis en place des cadres institutionnels et juridiques pour endiguer la corruption et le commerce illicite de bois (par exemple, la Déclaration de Yaoundé sur l'application de la loi et la gouvernance dans les forêts d'Afrique, adoptée par les États d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest). De nombreux pays ont également fait des réformes institutionnelles louables en vue de rendre le secteur forestier plus dynamique, ce sur la base du nouveau modèle forestier lancé au Sommet Planète Terre de Rio.

Que devraient faire les pays individuellement et collectivement pour améliorer les capacités des administrations publiques des forêts en vue de promouvoir une transformation économique structurelle fondée sur les ressources pour le secteur forestier?

III. QUESTIONS SPÉCIFIQUES

A. Les grandes orientations et les questions juridiques et réglementaires

1. Approfondir la réforme de la politique forestière, mieux l'intégrer et intensifier sa mise en œuvre dans les politiques et stratégies nationales et sectorielles de développement

13. Pour que les forêts contribuent durablement au développement économique, une législation et des politiques forestières efficaces portant, entre autres, sur la génération et le partage équitable des avantages économiques doivent être mises en place et effectivement appliquées. La plupart des problèmes que cela pose sont de nature intersectorielle et bon nombre des problèmes liés à la gestion non durable des forêts trouvent leur origine ailleurs. Renforcer l'apport économique que représente la forêt et sa gestion durable suppose que celle-ci soit placée plus haut dans l'agenda politique, que la problématique forestière soit intégrée dans les autres politiques, stratégies et lois

sectorielles (relatives à la terre, à l'agriculture, aux changements climatiques, à l'énergie, aux transports, au commerce, à l'éducation et à l'environnement).

Comment peut-on étendre à d'autres pays les bonnes pratiques relatives à l'élaboration ou à la réforme des politiques et législations forestières et les reproduire à plus grande échelle? Quel genre et quel niveau d'appui sont nécessaires pour aider les pays à renforcer leur capacité d'appliquer effectivement les politiques et législations forestières?

14. Beaucoup de pays commencent à comprendre le tissu complexe de liens réciproques existant entre l'alimentation, l'agriculture, les forêts, la démographie, les politiques macroéconomiques et les systèmes politiques qui définissent leur environnement. Ils élaborent actuellement des politiques portant sur les macro-influences subies par les systèmes de production agricole associés à des forêts en amont adjacentes et cherchent à maintenir à l'état de forêt une superficie donnée de couvert végétal et à planter des arbres dans les exploitations agricoles pour subvenir à des besoins de base et assurer la stabilité de l'approvisionnement en eau aux fins de l'irrigation.

2. Dispositifs législatif et politique pour intégrer la problématique hommes-femmes dans la gestion des forêts et des ressources naturelles

15. Dans la plupart des pays africains, les femmes jouent un rôle essentiel dans les activités du secteur forestier tant structuré que non structuré, mais leur rôle n'est pas pleinement reconnu ni documenté, leurs conditions de travail les placent dans une situation d'inégalité avec les hommes et elles sont exclues du droit de propriété sur les arbres et les forêts. L'absence de données statistiques sur le rôle des femmes dans les activités forestières constitue un handicap dans l'élaboration des politiques, qui se traduit par une sous-estimation et une occultation de la contribution des femmes.

Quelles sont les méthodes rapides qui permettraient aux pays africains de mener des études de base sur la problématique des sexes dans les activités forestières et la contribution des femmes dans tous les secteurs aux fins d'élaborer un système fiable de gestion des données à des fins de suivi, et ce en vue d'avoir une vision claire de la condition des femmes dans la foresterie à tous les niveaux?

B. Questions économiques relatives au renforcement du rôle des ressources forestières dans le développement

1. Renforcer les liens entre le secteur forestier et le reste de l'économie

16. Les forêts offrent un potentiel important pour ce qui est d'améliorer les conditions de vie des populations et le développement économique. Il est deux questions qui doivent être examinées afin de renforcer le rôle des forêts à cet égard: renforcer les liens en amont et en aval entre le secteur forestier et le reste de l'économie et saisir les occasions offertes par les initiatives REDD+, ainsi que par la transition vers une croissance verte, afin d'améliorer les gains économiques et de réaliser la gestion durable des forêts. Le renforcement des liens en amont et en aval entre le secteur forestier et le reste de l'économie permettra de créer des emplois et du revenu.

a) Quels sont les obstacles au renforcement des liens en amont et en aval dans la chaîne de valeur et entre l'industrie forestière et les autres secteurs productifs de l'économie?

- b) *Étant donné que les petites et moyennes entreprises forestières sont susceptibles de renforcer la contribution des retombées économiques des forêts, quels sont les obstacles à la création et au développement de ces entreprises, notamment au niveau communautaire? Comment ces obstacles peuvent-ils être surmontés?*

2. Gestion durable des insuffisances en matière de demande et d'offre de produits forestiers

17. Depuis l'époque coloniale, les pays riches en forêts ont autorisé l'abattage non durable pour alimenter les marchés européens en bois précieux et ont laissé des entreprises concessionnaires privées développer l'infrastructure forestière sans que le gouvernement contrôle grand-chose. Ajouté à l'incapacité des administrations forestières de dresser l'inventaire du patrimoine et véritablement contrôler l'octroi de concessions, cela a aggravé les pratiques irrégulières et l'exploitation à outrance des ressources forestières.

18. À l'exception de l'Afrique du Sud, l'investissement local et l'investissement étranger direct dans le secteur ont diminué, la création de plantations d'arbres a aussi régulièrement diminué et les plantations existantes des pays riches en forêts sont mal gérées parce qu'on y trouve encore de grandes quantités de bois indigènes.

19. L'insuffisance des capacités technologiques et des compétences entrepreneuriales contraint l'Afrique à continuer d'exporter des produits forestiers bruts et semi-transformés. Pour des raisons similaires, le bambou, qui a grandement contribué à la transformation économique de la Chine, reste sous-exploité en Afrique, à l'instar d'autres ressources substantielles.

Quelles politiques et réglementations introduire pour stimuler l'investissement local et l'investissement étranger direct des entreprises du secteur privé dans le développement des plantations?

Quelles sont les politiques économiques et les incitations nécessaires pour pousser les entreprises locales à s'engager dans la transformation et la valorisation des produits forestiers?

3. Mise à profit des possibilités offertes par les initiatives de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement pour ce qui est de renforcer les gains économiques et de parvenir à une gestion durable des forêts

20. Une perspective importante se dessine pour l'Afrique grâce à la demande croissante de services environnementaux, qui pourraient générer d'importantes ressources financières à investir dans la gestion durable des forêts, grâce à de nouveaux instruments et mécanismes de financement. Cela étant, l'Afrique tarde à utiliser les nouveaux instruments et mécanismes de financement liés à la séquestration du carbone, du fait de l'absence d'un environnement favorable dans de nombreux pays et des coûts prohibitifs que leur application entraîne actuellement.

21. Les avantages réels du programme REDD+ pour la gestion durable des forêts sont encore sujets à débat et, dans le contexte africain, les prix courants du marché pour le carbone ne peuvent permettre de couvrir qu'une petite partie des coûts d'investissement de la gestion durable des forêts. La plupart des projets actuels du programme REDD+ plus s'articulent autour de la séquestration du carbone et d'autres sources de revenus, liées par exemple aux zones de conservation de la faune et la flore sauvages.

À la lumière des intérêts divers et à différents niveaux du secteur forestier, comment mieux concevoir et mettre en œuvre des initiatives REDD+ pour améliorer la productivité et la valeur ajoutée du secteur forestier et de l'économie tout entière, étendre les avantages économiques, lutter contre la pauvreté et répondre à d'autres besoins aux niveaux national et local?

22. D'importants stocks de carbone ont été accumulés dans le cadre des initiatives communautaires locales depuis 2000, l'année de référence, notamment par la plantation d'arbres dans les exploitations agricoles. Ces stocks pourraient servir pour lancer des projets de compensation d'émissions de carbone et encourager les communautés à participer à de nouveaux cadres pour le commerce des unités de réduction des émissions.

Quelles sont les possibilités d'expansion rapide des projets communautaires relatifs au carbone? Quel rôle les différentes parties prenantes, notamment les organisations régionales, sous-régionales et nationales et les partenaires de développement, peuvent-elles jouer?

4. Mise à profit des possibilités offertes par les initiatives de croissance verte

23. En raison de la transition actuelle vers une économie verte, de nombreux pays africains connaissent une concurrence croissante pour leurs bonnes terres, qui sont recherchées pour l'agriculture à grande échelle et les investissements dans les biocarburants. Cette tendance a de vastes incidences environnementales, sociales et économiques.

- a) ***Comment utiliser la transition vers une croissance verte du secteur forestier pour améliorer la productivité et la valeur ajoutée du secteur et de l'économie tout entière, étendre les avantages économiques, lutter contre la pauvreté et répondre à d'autres besoins aux niveaux national et local?***
- b) ***Quelles options et actions en matière d'orientations, de législations et de développement national s'avèrent nécessaires pour soutenir la croissance verte et maximiser les avantages économiques, sociaux et environnementaux résultant des forêts et du secteur forestier?***
- c) ***Quels sont les menaces et les risques associés à la transition vers une croissance verte dans le secteur forestier, dans le contexte des besoins urgents de l'Afrique pour ce qui est de renforcer les retombées économiques, de réduire la pauvreté et de réaliser la gestion durable des forêts?***

C. Gouvernance, équité, droits de l'homme et questions sociales

1. Renforcement de la gouvernance dans le secteur forestier pour maximiser les avantages multiples tirés des forêts par des parties prenantes diverses

24. Les questions de responsabilité, de transparence, d'équité, de respect des droits et des principes démocratiques, qui sont des fondements clés de la bonne gouvernance des ressources naturelles, sous-tendent aussi le succès dans le renforcement des retombées aussi bien sociales qu'environnementales des forêts. Étant donné les multiples intérêts et objectifs (y compris la génération de revenus, la sécurité alimentaire, l'énergie, les changements climatiques et les besoins culturels) qui doivent être pris en compte de manière simultanée et en synergie, et les diverses et multiples parties prenantes, il est capital de se pencher sur ces questions dans le contexte des forêts. Les principales questions de fond à traiter comprennent:

- a) *Quelles sont les grandes questions de gouvernance et questions de droits, ainsi que les principales barrières, dans la région et comment ces obstacles peuvent-ils être surmontés?*
- b) *Quelles sont les possibilités existantes en matière de suivi et d'exécution des principes de bonne gestion forestière et comment pourraient-elles être mises à profit dans le contexte du renforcement de la gouvernance politique, économique et environnementale?*

D. Intendance environnementale en vue d'une mise en valeur durable des ressources forestières

1. Sauvegarde et renforcement des fonctions écologiques en vue du développement durable

25. Au-delà de leurs retombées économiques, les forêts fournissent une grande variété d'autres services afférents aux écosystèmes qui sous-tendent la performance économique et la viabilité d'autres secteurs, des conditions de vie des populations et la durabilité environnementale. Ces services comprennent le rôle essentiel des forêts dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation. Les forêts rendent aussi service en stabilisant les sols, en protégeant les terres contre l'érosion par le vent et l'eau et en contribuant au maintien d'un approvisionnement constant en eau propre à la consommation.

Quelles actions sont nécessaires pour renforcer les capacités et améliorer l'adoption par les pays africains de mécanismes de certification et pour assurer la viabilité de l'environnement et des forêts dans la production et la distribution de produits forestiers?

2. Gestion des incidences de l'extraction minière et de la mise en valeur des terres sur les ressources forestières

26. Les lois et réglementations forestières prévoient l'exploitation de carrières et l'extraction minière à petite échelle dans les forêts. Cependant, l'extraction minière devient une menace majeure pour la mise en valeur et la gestion durables des forêts dans de nombreux pays africains. Ce qui était autrefois une exploitation minière illégale à petite échelle se fait aujourd'hui à plus grande échelle et les gouvernements octroient des concessions minières sur de vastes zones forestières.

Quelles politiques, mesures et lois spécifiques sont nécessaires pour s'attaquer au développement de l'exploitation minière illégale dans les forêts ou assurer la cohérence des activités forestières et minières?

E. Base de savoir, capacités humaines et institutionnelles

27. Les ressources forestières sont constamment dégradées en raison de leur mauvaise gestion et des pratiques d'exploitation des produits forestiers. L'un des facteurs à l'origine de cette situation est la capacité insuffisante des pouvoirs publics, au plan institutionnel et des ressources humaines, pour élaborer, exécuter ou suivre des plans ou des programmes. S'ajoutent à cela le savoir-faire inadéquat des parties prenantes forestières, l'incapacité à tirer parti du savoir autochtone et la faible génération de connaissances supplémentaires, qui ont des effets significatifs sur la gestion durable des forêts. De ce fait, pour renforcer la base de savoir, ainsi que les capacités humaines et institutionnelles en vue de la gestion durable des forêts et accroître le rôle des forêts en vue de la croissance et du développement économique, les questions ci-après doivent être examinées:

À la lumière des priorités et défis actuels et émergents auxquels est confronté le secteur forestier, quelles stratégies les pays devraient-ils adopter pour renforcer les capacités institutionnelles et humaines, renforcer la génération de connaissances et mettre en place un mécanisme de financement stable?

IV. QUESTION INTERSECTORIELLE: LA COOPÉRATION ET L'INTÉGRATION RÉGIONALES

28. De plus en plus, les pays africains ont conscience que la coopération et l'intégration régionales sont essentielles si l'on veut tirer un profit maximal des ressources forestières sur le plan du commerce régional des produits forestiers, de la mise en valeur industrielle de la forêt, de la génération de connaissances et de la mise en valeur des ressources humaines, des négociations et de la mobilisation de la communauté internationale, et de la lutte contre l'exploitation illégale et la mauvaise gestion des ressources forestières. Des initiatives en ce sens ont été intégrées dans les plans d'action du NEPAD sur les forêts, le plan de convergence du bassin du Congo, le cadre stratégique de la CEDEAO sur les forêts de l'Afrique de l'Ouest et le processus Application de la loi et gouvernance dans les forêts d'Afrique.

Que peut-on faire pour renforcer la coopération en matière de gestion et de gouvernance forestière et mobiliser un appui à l'accélération de la mise en œuvre des programmes forestiers sous-régionaux et régionaux?

V. CONCLUSION

29. Alors qu'ils ont d'importantes ressources forestières, les pays africains n'exploitent pas cette richesse de façon optimale pour permettre la mise en valeur des pays. Il existe pour ces pays de belles perspectives d'adopter la croissance verte et de faire des ressources forestières un pilier clef du développement socioéconomique. Mais cela passe par des mesures efficaces pour atténuer la déforestation et réorganiser les activités du secteur forestier. La participation des différents acteurs aux activités du secteur forestier doit radicalement changer. Étant donné le rôle clef des forêts, les pays africains ne peuvent pas se permettre de ne pas saisir ces nouvelles opportunités.

Bibliographie

Forum forestier africain. 2011. Statement on African forests in present and emerging climate change arrangements. Forum forestier africain. Nairobi (Kenya).

Alhassan N. Attah. 2007. Market Competitiveness of West and Central African Forest Products and services and the influence of Market Conditions on Forest Investments. Document présenté au Forum sur l'investissement dans les forêts tropicales d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale: Issues and Opportunities for Investment in Natural Tropical Forests. Accra, Ghana, 28 -30 août 2007.

Barrow, Edmund, *et. al.*, 2009. Forests are important to the Rural People of Africa. Some Empirical Data. UICN.

Cunningham, A.B., Ayuk, E., Franzel, S., Duguma, B., et Asanga, C. 2002. Évaluation économique de la culture des plantes médicinales. Document de travail Peuples et Plantes N°. 10, UNESCO, Paris.

CEA/PNUE. 2012. L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté: Quelles sont les implications pour l'Afrique?

El Lakany, H., Jenkins, M. et Richards, M. 2007. Document de travail sur les moyens de mise en œuvre. Contribution du PROFOR aux débats de la septième session du FNUF, avril 2007. Disponible à l'adresse: www.fao.org/forestry/media/14704/1/0/.

FAO. 2004. Chapitre sur les forêts et la foresterie. Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine.

FAO/FRA. 2010. Évaluation des ressources forestières mondiales. FAO. Rome.

FAO/FOSA 2003. Étude prospective du secteur forestier en Afrique. Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique et FAO.

Gondo, P. 2010. Financing of sustainable forest management in Africa: An overview of the current situation and experiences. Réunion du groupe d'experts du FNUF, Nairobi (Kenya).

OIBT. 2011. Tropical Forest Tenure Assessment: trends, challenges and opportunities. OIBT Technical Series No. 37. Avril 2011.

Katerere, Y., Minang, P., et H. Vanhanen (2009). Making sub-Saharan African forests work for people and nature: Policy approaches in a changing global environment. Projet spécial sur les forêts du monde, la société et l'environnement de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO), du Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF), du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) et de l'Institut finlandais de recherche forestière (METLA). Nairobi (Kenya).

Lundgren, B., Owino, F. Ishengoma, R. et Gondo, P. 2010. Programme africano-suédois de collaboration sur la gestion durable des forêts. Forum forestier africain et Académie royale suédoise d'agriculture et de foresterie (KSLA).

Macedo, M.N., DeFries, R.S., Morton, D.C., Stickler, C.M., Galford, G.L. et Shimabukuro, Y.E. 2012. Decoupling of deforestation and soy production in the Southern Amazon during the late 2000s. Actes de la National Academy of Sciences 10.1073/pnas. 1111374109.

Sukadri, D. S. 1997. Prototypé de système expert pour évaluer la politique de gestion forestière. Document présenté au onzième Congrès forestier mondial, Antalya, 13 – 22 octobre 1997.

Tapsoba, E. K. 2007. Mainstreaming gender issues in forestry in Africa. Actes de l'atelier régional convoqué par l'Université du Ghana, le Centre pour la recherche forestière internationale et l'Union internationale des instituts de recherches forestières. Accra (Ghana). Juillet 2007. Programme de partenariat FAO-Pays-Bas.

Teklehaimanot, Z. 2004. Exploiting the potential of indigenous agroforestry trees: *Parkia biglobosa* and *Vitellaria paradoxa* in sub-Saharan Africa. Dans: Nair, PKR, Rao, MR, et Buck, LE. *New Vistas in Agroforestry: recueil à l'intention du premier Congrès mondial de l'agroforesterie*. Kluwer Academic Publishers, Boston. 207-220.

Timko, J. 2010. *HIV/AIDS, Forests and Features in Sub-Sahara Africa*. ISBN: 978 1 85864 975